



SOMMET FINANCE EN COMMUN

*Allocution de SEM Patrick ACHI,
Premier Ministre, Chef du Gouvernement*

Abidjan, Sofitel Hôtel Ivoire

19 Octobre 2022

- *Madame et Monsieur les Ministres d'Etat du Gouvernement de Côte d'Ivoire,*
- *Madame Nialé Kaba, Ministre du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire,*
- *Mesdames et Messieurs les Ministres,*
- *Monsieur le Ministre, Gouverneur du District d'Abidjan,*
- *Dr. Akinwumi Adesina, Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement, cher frère,*
- *Monsieur Remy Rioux, Président de l'Initiative « Finance en Commun », cher ami ;*
- *Monsieur Carlo Monticelli, Gouverneur de la Banque de développement de l'Europe,*
- *Monsieur Patrick Verkooijen, Président-Directeur Général de Global Center on Adaptation,*
- *Monsieur Alvaro Lario, Président du Fonds International de Développement Agricole,*
- *Dr. Werner Hoyer, Président de la Banque Européenne d'Investissement,*
- *Madame la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, qui nous a fait l'amitié de partager son message par vidéo,*

- *Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,*
- *Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions financières internationales, régionales ou bilatérales,*
- *Mesdames et Messieurs,*

Au moment même où notre pays connaît des débordements de fleuve inédits avec ses conséquences dévastatrices, tout comme dans le pays frère du Nigéria, où les inondations meurtrières ont causé le déplacement de plus d'1,3 millions d'habitants et plus de 600 morts ;

Au moment même où le monde traverse avec exigence cette année 2022, marquée par des manifestations climatiques extrêmes - depuis la sécheresse et les incendies estivales en Europe jusqu'aux températures caniculaires en Inde et au Pakistan – qui font déjà de cette année l'une des plus chaudes jamais enregistrées sur Terre ;

Au moment même où les défis que nous devons affronter et surmonter, s'accumulent, s'amplifient et s'accélèrent sous la double pression d'une guerre anachronique en Europe et de ses conséquences mondiales destructrices en termes de coût de l'énergie, d'inflation généralisée et de renchérissement du crédit ;

Il semble en effet plus que jamais nécessaire d'agir au plus haut niveau des acteurs financiers clés du développement que sont les Banques mondiales de

développement, pour concrétiser avec elles dans chaque champ et pays d'intervention les Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies, booster la transition énergétique, promouvoir et financer de nouveaux modèles de croissance plus respectueux, durables et inclusifs.

C'est donc vous dire à quel point, Mesdames, Messieurs, **je suis d'une part honoré** de prendre la parole ce matin, au nom de **SEM. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire**, à la **cérémonie d'ouverture de la 3^{ème} édition du Sommet « Finance en Commun »** qui se tient à Abidjan, après ceux de Paris et Rome en 2020 et 2021, et vous dire à quel point **je me sens d'autre part porteur d'une immense attente, de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique**, à l'égard de ce Forum et des échanges ambitieux qu'il se promet de tenir.

Car sur ce continent, qui sera **le plus touché dans les prochaines décennies par les conséquences du changement climatique**, qui est **le plus affecté par les conséquences du triple contexte mondial de la pandémie, de la guerre et de l'inflation**, la question du **financement des transitions indispensables** et des nouveaux modèles de croissance inclusive et durable est bien **au cœur de tous les regards**, de tous les esprits, de tous les espoirs !

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi avant toute chose de vous souhaiter solennellement et fraternellement au nom du Président de la République et du Gouvernement ivoirien, **le traditionnel**

« **Akwaba** ». Oui, bienvenue sur le sol ivoirien, bienvenue en Côte d'Ivoire.

Je tiens à **remercier très sincèrement** les directions de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Européenne d'Investissement, et leurs deux présidents, **Monsieur Akinwumi Adesina** et **Monsieur Werner Hoyer** ; ainsi que **Monsieur Rémy Roux**, Président de l'Initiative Finance en Commun et Directeur Général de l'AFD, pour le choix de l'Afrique, de la Côte d'Ivoire et de sa capitale économique Abidjan pour abriter ce Sommet.

Cela traduit je crois, la place particulière de notre continent comme zone stratégique d'action de la finance du développement, **comme zone symbole** du réchauffement climatique en cours, avec 9 des 10 pays les plus vulnérables au monde situés en Afrique alors même que, je le rappelle, le continent n'émet que 3% des gaz à effet de serre, quelle injustice ! L'Afrique doit être définitivement la **comme zone d'invention** des nouveaux équilibres indispensables à notre Terre comme à nos sociétés.

Je veux voir aussi dans le choix d'Abidjan la **preuve du redressement** économique, social et humain extraordinaire accompli par notre pays et notre peuple **sous le leadership du Président de la République, SEM. Alassane Ouattara.**

La Côte d'Ivoire a prouvé hier et voudra prouver demain, avec l'ensemble de ses partenaires, que quels que soient la hauteur des obstacles dressés, **il est toujours possible à l'Homme**, par le courage, le travail, la créativité et l'unité **de bâtir un autre futur, de forger un nouvel espoir.**

Je veux voir enfin dans ce choix d'Abidjan la **reconnaissance de l'engagement constant de notre pays**

et de son Président depuis une décennie, à agir face au climat, contre la dégradation de nos sols, pour la préservation de nos équilibres humains et naturels.

Avec notre plan de restauration de 20% du couvert forestier d'ici à 2030, pour un investissement de plus d'1 milliard de dollars.

Avec la mise en place d'une stratégie cacao durable, d'une agriculture d'avenir, d'une agriculture zéro déforestation et plus rémunérateur pour nos producteurs.

Avec le renforcement constant de notre production d'énergie renouvelable, qui atteint plus du tiers de notre mix, contre 20% en 2015.

Avec notre combat pour la promotion d'une agriculture responsable, mieux insérée dans les chaînes de valeurs mondiales et bénéficiant d'un partage plus équitable de la valeur-ajoutée créée par l'ardeur et le talent extraordinaires de nos paysans.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Depuis le sommet de Paris en 2020, **527 banques de développement mondiales, représentant près de 19.000 milliards de dollars d'actifs et 10 % des investissements annuels mondiaux, se sont engagées à aligner leur puissance financière sur l'Accord de Paris, à soutenir la biodiversité et à intensifier la lutte contre les inégalités, notamment de genre.**

Cette initiative historique, prolongée à Rome en 2021, **voit donc ici à Abidjan se dérouler son 3ème chapitre autour « de la transition vertes et juste pour une reprise durable ».**

Le Sommet Finance en commun fait donc des banques du développement, **ces banques au service de l'intérêt commun, des acteurs essentiels pour relancer l'économie** dans notre monde de crises multiples, et à travers elle, d'agir pour transformer les modèles et bâtir une planète plus durable et inclusive.

La **période post-Covid** a d'ailleurs permis aux banques de développement de **souligner l'importance de leur rôle, en mobilisant près de 90 milliards de dollars de crédit** pour aider les pays émergents touchés par la pandémie.

Je souhaite donc que **ce Sommet d'Abidjan**, qui intervient seulement quelques mois après l'organisation réussie par la Côte d'Ivoire de la COP15 des Nations Unies sur la désertification, **marque le début de la réalisation d'actions très concrètes**, orientées vers la mobilisation de ressources structurées **pour le financement de la relance face aux crises, la réalisation des Objectifs de Développement Durables des Nations Unies et celle de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les conclusions des travaux de la COP 15 avec l'adoption le 9 mai 2022 de **l'Initiative d'Abidjan** par les Chefs d'État et de Gouvernement, autrement appelée « *Programme Héritage d'Abidjan* », **est un modèle d'approche holistique** pour une gestion efficace des effets dévastateurs de la désertification sur nos terres, sur nos peuple et sur notre avenir.

Ce programme porté par Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte

d'Ivoire, tout à la fois **stratégie d'action nationale pour la Côte d'Ivoire et proposition de modèle** à amender et dupliquer ailleurs sur le continent et dans le monde, déploie un ensemble d'actions concrètes **visant d'une part**, à restaurer un couvert forestier primordial pour les équilibres climatiques et productifs de nos nations, **et d'autre part**, à rendre les terres dégradées à nouveau productives sur les plans biologiques, agronomiques et économiques.

C'est à ce prix et à ce prix seulement, que nous pourrons mettre en œuvre une production agricole durable, mieux insérée dans les chaînes de valeurs mondiales, préservant notre environnement, créant bien plus d'emplois et de revenus, améliorant massivement les conditions de vie des populations, notamment rurales.

C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous pourrons lutter avec efficacité contre une insécurité alimentaire et nutritionnelle encore bien trop présente en Afrique, touchant plus de 280 millions de personnes en 2020.

C'est enfin à ce prix et à ce prix seulement que nous pourrons réduire réellement la menace terroriste qui travaille depuis plus d'une décennie le cœur du Sahel. Sans développement des zones rurales, sans stabilisation de l'environnement naturel et humain, c'est courir le risque de voir des populations toujours plus fragilisées se laisser tenter par les aventures les plus destructrices.

Je me réjouis donc que les promesses de financement de plus de 2,3 milliards de dollars sur 5 ans connaissent

des débuts de concrétisation, avec notamment les appuis de la Banque Africaine de Développement, de “Team Europe” qui regroupe l’Union Européenne et la Banque Européenne d’investissement, du Fonds International du Développement Agricole, du PNUD, de l’USAID, de la Banque Islamique de Développement, de la Banque Ouest-Africaine de Développement ou encore de de l’Institut Ban-Ki Moon pour ne citer que ceux-là.

Il nous faut **désormais poursuivre les efforts de mobilisation** pour que toutes les promesses formulées puissent être concrètement opérées. Et nous sommes certains que la prochaine COP27 nous permettra de réaliser de substantielles avancées.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous le savons, **l’enjeu de la transition tant écologique qu’économique, lors des prochaines années, lors des prochaines décennies, sera le défi le plus immense de l’Histoire de toute l’Humanité.**

Un défi à mener de front, sur tous les continents, à toutes les échelles des sociétés, avec toutes les acteurs publics et privés, avec toutes les générations humaines.

C’est pourquoi, **ce 3^{ème} sommet « Finance en Commun » revêt une importance cardinale.** Parce qu’il est de la mission première de la finance du développement d’appuyer et d’accélérer l’adaptation des sociétés, pour bâtir une résilience climatique et sociale plus juste et réellement équitable pour tous.

Pour ce faire, **il me semblera utile d’approfondir une série de sujets essentiels lors de notre Forum :**

1. Poursuivre le travail collectif mené au sein des banques multilatérales de développement dans l'élaboration des outils opérationnels permettant de s'aligner sur l'Accord de Paris, en mettant au point des méthodologies et des cadres analytiques pour amplifier l'efficacité de l'action dans la réalisation des ODD.

2. Réfléchir aux moyens concrets et urgents d'amplifier les enveloppes consacrées à la transition énergétique, comme à celle des nouveaux modèles de croissance et d'inclusion.

Nous le savons, le coût de la transition énergétique, qui a su réunir 1.000 milliards de dollars sur la finance verte et climatique entre 2015 et 2020, **devra réunir au niveau mondial, de l'ordre de 50.000 milliards de dollars d'ici 2050** pour respecter les termes de l'Accord de Paris.

Il faudra donc faire plus, bien plus que ce que nous avons su faire jusqu'à présent. Et trouver les moyens, les mécanismes, les calendriers, les outils de pilotage le permettant.

3. Ce rôle des Banques du développement est d'autant plus essentiel pour l'Afrique que le continent subit comme nul autre les conséquences des crises extérieures contextuelles comme la pandémie ou la guerre en Ukraine, ou structurelles comme le réchauffement climatique.

Ces crises qui ne sont en rien liées à l'Afrique en bouleversent pourtant les avancées humaines.

Par l'inflation mondiale, elles amplifient les problématiques de vie chère qu'affrontent les populations, rechérissent ici plus qu'ailleurs le coût énergétique, déstructurent les budgets publics tenus de consacrer une part toujours plus importante aux subventions pour l'énergie et l'alimentation, comme à la gestion sécuritaire compte tenu de l'intensité de la menace terroriste qu'il nous faut affronter. Et ce alors même que nous devrions encore et toujours renforcer nos investissements dans les infrastructures, le développement du capital humain, la transition énergétique ou la croissance verte.

Plus grave encore, ces crises par le renchérissement du loyer de l'argent qu'elles induisent, réduisent les possibilités de financements du continent, au moment même où il en a plus besoin que jamais. **L'argent est plus rare et plus cher pour l'Afrique.**

Et cette situation **ne peut perdurer au risque de déstabiliser tout un continent et toute une planète.** C'est dire l'importance du rôle des Banques de développement dans les temps qui viennent **et l'importance de la croissance de leurs financements**, pour palier à l'inefficacité des marchés, à des conditions compatibles avec la soutenabilité de notre développement sur le long terme.

Ce sera le rétablissement d'une équité et l'application d'une redevabilité du reste du monde à l'égard de notre continent, de son avenir mais aussi de notre futur commun.

4. Et s'il faudra faire plus pour l'Afrique, il faudra aussi faire plus pour le secteur privé africain.

Lors des premiers sommets, l'ambition de dédier 4 milliards de dollars aux PME africaines d'ici à la fin 2021 fut affichée. Et si 1,3 milliard ont pu être réuni - c'est déjà un effort remarquable, à l'utilité majeure - **il ne faut pas relâcher l'effort et tenir les engagements formulés.**

Car nous en sommes convaincus, l'invention en Afrique des nouveaux modèles de transition, la réussite de l'inclusion sociale, celle notamment de nos femmes et de nos jeunes, viendra principalement des acteurs privés, véritables créateurs de richesses et d'emplois. Ils ont la conscience, l'intelligence et l'énergie pour faire face, soulever des montagnes et forger les nouveaux équilibres.

Alors aidons-les.! Nous Pouvoirs publics nationaux et Vous, institutions de financement du développement, **Aidons-les toujours plus, plus fortement, plus durablement, plus efficacement ! C'est ainsi que nous gagnerons ce combat pour le climat et le développement inclusif que nous n'avons tout simplement par le droit de perdre !**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans ce temps des tempêtes que nous traversons, avec des risques majeurs de fragmentation et de violences mondiales, **nous avons besoin d'un multilatéralisme plus puissant, plus vivant pour répondre aux défis inouïs qui nous font face et menacent nos enfants.**

Parce que nous n'avons qu'une seule Terre.

Parce que nous ne sommes qu'une seule Humanité.

Parce que nous n'avons ni lune de secours, ni soleil de secours, ni planète de rechange, ni aujourd'hui, ni d'ici 2050.

Parce que nous n'avons d'autre choix que cette approche collective pour réussir la transition climatique et notre révolution planétaire.

Parce que nous nous devons de regarder en ce XXIème siècle de tous les dangers, l'anachronisme absolu d'approches conflictuelles qui déstabilisent notre monde et le détournent de la seule guerre qui mérite d'être menée avec abnégation et courage : celle contre le carbone et contre le réchauffement climatique.

Parce que les crises qui affectent les pays du Nord affectent aussi les nations du Sud. Que celles qui touchent l'Est impactent l'Ouest. Et que celles, climatiques ou géopolitiques, qui toucheront demain si rien ne change toujours plus le Sud, n'épargneront alors ni l'Orient, ni l'Occident.

Parce que la pandémie mondiale de la COVID nous a bien démontré, s'il en était besoin que, définitivement, « **nous sommes ensemble** », pour reprendre une expression très usitée ici en Côte d'Ivoire.

Ensemble, de la fermeture du monde à sa réouverture.

Ensemble, de la dénonciation des failles et limites de notre système à sa réinvention.

Oui, nous avons tout en commun ! Et c'est en commun, seulement en commun, que nous forgerons la puissance d'une finance climatique primordiale aux transitions justes, vertes et positives.

C'est tout l'objet central, essentiel, vital de **ce sommet, qui ne doit pas être un sommet de plus, un sommet vague, un sommet de paroles et de promesses, mais un**

sommet d'engagement, un sommet d'actes, un sommet de courage et d'audaces.

Un sommet qui n'oublie jamais pour le rôle que doivent tenir aujourd'hui et demain les Banques mondiales de développement, **cette phrase sublime de Nelson Mandela** : « *Accomplir sa mission quand l'histoire nous convoque est la seule chose qui compte et la seule chose qui n'a pas de prix !* »

Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est sur ces mots de confiance et d'espérance que vous me permettrez de réitérer mes remerciements les plus sincères à la BAD et à la BEI pour leur engagement exemplaire et l'organisation à Abidjan, de la 3^{ème} édition du Sommet Finance en Commun, que j'ai l'honneur de déclarer ouverte, au nom de **SEM. Alassane OUATTARA**, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Fructueux travaux à tous !

Vive la finance climatique engagée et concrète !

Vive la transition énergétique, écologique et économique !

Et que vive et nous porte longtemps, cet esprit de cohésion, d'union, d'ambition et de solidarité mondiale!

Je vous remercie.